Grèce : une défaite logique de Tsipras

marianne.net/debattons/billets/grece-une-defaite-logique-de-tsipras

Olivier Delorme

8 juillet 2019

Hier, les Grecs ont sèchement congédié Alexis Tsipras, arrivé au pouvoir après les élections législatives de janvier 2015. Ces élections du 7 juillet 2019 sont celles qui ont le moins mobilisé les électeurs (42,08 % d'abstention) depuis le rétablissement de la démocratie en 1974 à l'exception du scrutin de septembre 2015 (43,43 %) consécutif à la trahison par Tsipras des résultats du référendum de juillet. Elles sont aussi celles où, depuis plus de trente ans, le parti arrivé en deuxième position affiche, avec 31,5 % pour Syriza, l'un des plus bas scores, et l'un des plus importants écarts (8,32 %) avec le parti majoritaire, Nouvelle démocratie (39,85 %) qui, avec 158 sièges sur 300 au Parlement, gagne une majorité absolue qu'aucun parti n'avait plus obtenue depuis 2009.

Tragédie grecque

C'est que, contrairement à ce que chantent sur tous les tons depuis des mois les dirigeants européens, la presse occidentale dans sa quasi-totalité et Tsipras lui-même, la Grèce ne va pas mieux. Sauf à considérer qu'un excédent budgétaire primaire exclusivement utilisé à payer des créanciers qui font leur beurre avec la dette grecque serait un signe de santé retrouvée. Alors même que cette dette, après dix ans de déflation imposée par l'UE, est au plus haut par rapport à un PIB qui a fondu dans des proportions qui rendent insignifiant le vague rebond de la croissance depuis deux ans.

Lire aussiElections en Grèce : Tsipras, dernière acrobatie avant la chute ?
C'est aussi que le peuple grec ne partage pas l'avis des dirigeants européens et de la presse occidentale dans sa quasi-totalité, quand ils célèbrent en Tsipras la mutation d'un leader qui se présentait de gauche radicale et qui était donc, forcément, un démagogue irresponsable, en *homme d'État qui a eu le courage d'imposer les réformes et les sacrifices, durs mais nécessaires, différés depuis trop longtemps*.

> Au final, ce à quoi Alexis Tsipras a présidé, durant quatre ans et demi, c'est à l'extinction de la classe moyenne grecque : aujourd'hui, ce sont les deux tiers des Grecs qui se trouvent sous le seuil de pauvreté ou menacés d'y sombrer à plus ou moins brève échéance.

Car la novlangue euro-libérale ne peut indéfiniment masquer les réalités tragiques de ces réformes et de ces sacrifices dont Syriza et Tsipras se sont faits les agents zélés, le mémorandum qu'ils ont accepté de mettre en œuvre à l'été 2015 – concocté par l'UE, la BCE et le FMI – étant pire que les deux précédents réunis. Ces réalités, ce sont un chômage de masse qui n'a fléchi qu'en raison de départs en émigration qui vident le pays de ses forces vives et de ses capacités de rebond. Ce sont la vaporisation du droit du travail, l'effondrement des revenus des ménages (entre 30 % et 50 % en dix ans), la spoliation des biens immobiliers des petits propriétaires endettés auprès du fisc ou des

banques (Syriza ayant fait sauter, sous pression européenne, la sanctuarisation du domicile principal), le bradage des infrastructures et des biens communs de toute sorte à des intérêts privés étrangers, l'insécurité alimentaire, énergétique et la privation d'accès aux soins pour un nombre croissant de Grecs, le délabrement accéléré du système éducatif et de l'hôpital publics… Toutes choses qui correspondent évidemment à ce qu'attendait l'électorat qui a porté au pouvoir Syriza en 2015 !

Au final, ce à quoi Alexis Tsipras a présidé, durant quatre ans et demi, c'est à l'extinction de la classe moyenne grecque : aujourd'hui, ce sont les deux tiers des Grecs qui se trouvent sous le seuil de pauvreté ou menacés d'y sombrer à plus ou moins brève échéance. Quand un tiers continue pour l'heure à s'en tirer tant bien que mal, et qu'une mince couche (d'une bourgeoisie que les marxistes d'antan appelaient compradore et qui, parfaitement à l'aise dans la mondialisation dès avant la mondialisation – les armateurs par exemple – a toujours fondé sa fortune sur son rôle d'intermédiaire avec un étranger dominant) a continué à s'enrichir sans avoir jamais rien eu à redouter d'un gouvernement de gauche radicale.

Tsipras : du combat syndical à la capitulation néolibérale

Quant à l'homme Tsipras, son itinéraire fut celui d'un syndicaliste étudiant passé aux responsabilités politiques, directement et avec une rapidité étonnante, lorsque se constitua, en 2004, la Coalition de la gauche radicale (Syriza), fédération de formations comprenant des dissidents du Parti communiste qui avaient quitté la maison mère en plusieurs vagues, des militants de différents courants d'extrême gauche, d'eurosceptiques, d'écologistes, de mouvements citoyens… C'est à Alékos Alavanos, premier président de Syriza (2004-2009), que le jeune homme pressé de 35 ans dut son ascension fulgurante à la tête du parti en 2009 : Alavanos quittera Syriza en 2011 avec des mots très durs pour ce poulain qu'il a poussé et qui va se révéler un politicien à l'opportunisme et au sens tactique redoutables – faute de vision stratégique, comme le montrera sa pratique du pouvoir.

C'est à cette époque, et sous l'impulsion de Tsipras, que Syriza change de nature. Boîte à idées plus que formation qui compte sur l'échiquier électoral, la crise de 2009-2010 le transforme, pour beaucoup de Grecs, en recours face à un bipartisme épuisé qui règne en maître depuis 1981. Tsipras affiche alors son soutien aux puissantes manifestations contre les premiers mémorandums et affirme vouloir rompre avec leur logique austéritaire.

> Dès lors, le peuple grec ayant refusé la soumission dans un réflexe patriotique dépassant largement l'électorat de Syriza, et Tsipras ayant choisi d'en trahir aussitôt le résultat, s'amorce une suite sans fin de capitulations masquées derrière des discours en forme de communiqués de victoire.

Par ailleurs, la capitulation du gouvernement socialiste de Georgios Papandréou devant l'UE, la BCE et le FMI, l'entrée du Parti socialiste panhellénique (PASOK) dans le gouvernement du banquier non élu Papadimos (2011-2012) aux côtés de la droite et de

l'extrême droite, imposé au terme d'un véritable coup d'État européen, déchaîne une vague de haine populaire contre les hiérarques et élus de ce parti. Beaucoup choisissent alors de quitter le navire en perdition et tentent de sauver un siège ou une carrière en ralliant Syriza. Leur poids ne cessera plus d'en infléchir la ligne. D'autant que Syriza passe de 4,6 % aux législatives de 2009 à 16,8 % lors de celles de mai 2012 qui donnent une chambre ingouvernable et à 26,9 % lors du scrutin de juin. Tsipras comprend alors qu'il a l'opportunité d'occuper la place laissée vacante par un PASOK en déroute, dans un paysage politique en ruines : le programme du parti est revisité dans la précipitation afin de le rendre compatible avec les exigences européennes et celles des marchés.

Mais bien plus que sur un programme, c'est sur deux mots d'ordre – le retour à la dignité nationale et "plus un sacrifice pour l'euro" – que Tsipras et Syriza remportent 36,3 % des suffrages en janvier 2015, ne ratant que de quelques sièges la majorité absolue à l'Assemblée.

Dès lors s'engage un bras de fer avec les créanciers – réel ou mimé, il est impossible de trancher aujourd'hui, mais la suite justifie qu'on pose la question. Dès l'accord intérimaire de février 2015 avec ces créanciers, le vieux et inflexible résistant Manolis Glézos, maintes fois arrêté, torturé, détenu entre 1941 et 1974, deux fois condamné à mort, élu européen de Syriza en 2014, sonne l'alarme avec des mots très durs sur la dérive d'un pouvoir dans lequel il ne se reconnaît plus. Puis ce sera l'épisode du référendum de juillet : organisé par Tsipras pour être perdu et ne pas endosser la responsabilité d'une politique qu'il avait déjà acceptée ? Là encore il faut poser la question sans pouvoir y répondre.

Dès lors, le peuple grec ayant refusé la soumission dans un réflexe patriotique dépassant largement l'électorat de Syriza, et Tsipras ayant choisi d'en trahir aussitôt le résultat, s'amorce une suite sans fin de capitulations masquées derrière des discours en forme de communiqués de victoire. Tandis qu'une partie des premières équipes de Syriza se retire de la politique, d'autres tentent de créer des formations d'opposition qui ne percent pas (le 7 juillet, la formation de l'ex-ministre des Finances Varoufakis a cependant franchi tout juste le seuil d'éligibilité des 3 %), tant le fait d'avoir été associé au premier gouvernement Tsipras génère le discrédit. Tant la trahison par Tsipras des promesses qui l'avaient porté au pouvoir génère le discrédit DU politique.

> Sans doute, dans leur grande majorité, les Grecs n'attendent-ils rien – et surtout rien de bon – d'une droite dirigée par une caricature du vieux système clanico-clientéliste qu'ils avaient voulu congédier en votant Syriza en 2015.

Enfin, la signature des accords de Prespa avec la République dite désormais de Macédoine du Nord, sous la pression intense de l'Allemagne et des États-Unis afin d'étendre l'OTAN dans le cadre de la néo-guerre froide anti-russe (extension bloquée jusque-là par le veto grec), a paru à beaucoup de Grecs comme une trahison des intérêts fondamentaux du pays. Car il a réveillé les souvenirs de la slavisation forcée de la Macédoine grecque durant l'occupation bulgare de 1941-1944, comme ceux de la guerre civile des années 1946-1949, dans laquelle le Parti communiste grec paya le soutien

yougoslave de son ralliement à un projet de rattachement de la Macédoine grecque à un État macédonien socialiste à majorité slave : hier, Syriza a perdu entre 9 % et 15 % dans les départements du nord du pays.

Sans doute, dans leur grande majorité, les Grecs n'attendent-ils rien – et surtout rien de bon – d'une droite dirigée par une caricature du vieux système clanico-clientéliste qu'ils avaient voulu congédier en votant Syriza en 2015. Mais voilà, depuis les élections de septembre 2015 qui, malgré la trahison des résultats du référendum, avaient confirmé le rejet du vieux système et donné sa chance à Syriza, le désarroi devant les reniements de Tsipras s'est transformé en colère, la colère en rage, et parfois en haine, pour un parti et un homme qui avaient promis le retour à la dignité et la fin de l'austérité alors qu'ils ont seulement démontré que, dans le cadre de l'UE et de l'euro, la gauche radicale est une droite comme les autres.

Lire aussiGrèce : le poids de l'inquiétude dans les élections